

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 52

Mercredi 16 juillet 1975

Prix : 1 F

Guadeloupe : Dissensions au sein de la C.G.T.G. CE QUE CACHE UNE QUERELLE DE PERSONNES

(Lire notre article en pages intérieures)

ÉDITORIAL

APRÈS LA JOURNÉE D'ACTION DU 10 JUILLET ?

LE 10 juillet, de nombreux travailleurs de différents secteurs ont participé à la journée d'action lancée par la CGTG. Si les rassemblements prévus pour marquer cette journée ne réunirent pas beaucoup de travailleurs, il n'en reste pas moins que la grève fut effective dans plusieurs secteurs importants. Les travailleurs du Bâtiment, ceux des sociétés distributrices d'hydrocarbures (essence, gaz, etc.), des PTT, de la zone industrielle de Jarry (minoterie notamment), de la sécurité sociale, de la SODEG, des docks, des bananeraies, etc., tous ceux là furent dans l'action.

C'est un premier pas qui doit être suivi d'autres. Le peu de succès des rassemblements ne doit absolument pas être interprété comme un désintérêt des travailleurs pour l'action.

Ainsi donc, les travailleurs ont répondu présents à l'appel, malgré les nombreuses insuffisances de la préparation de la journée. C'est une leçon pour l'avenir.

Pour que les travailleurs veuillent se lancer dans des manifestations de rues, ils doivent sentir dès le départ de l'action que cette fois c'est sérieux, qu'on va réellement à la bataille. La détermination de ceux qui proposent et dirigent l'action est pour beaucoup dans la détermination des travailleurs eux-mêmes.

Il s'agit de proposer un plan d'action réel sur les revendications qui, à l'heure actuelle, sont vitales pour les travailleurs. Ces revendications sont essentiellement :

- la répartition du travail entre tous sans diminution du salaire afin de résorber le chômage ;
- augmentation substantielle des salaires.

Il faut faire en sorte que les travailleurs soient amenés à discuter ces propositions d'action. De façon active et sérieuse et non plus symboliquement.

La situation de crise qui se développe dans le monde a de plus en plus ses effets sur la situation des travailleurs des Antilles. Le chômage déjà important augmente, les licenciements se déroulent à une allure catastrophique, le pouvoir d'achat reste très bas. Tout cela constitue des raisons plus que suffisantes pour motiver une action bien préparée des travailleurs.

Les Antilles sont peut-être un endroit où il fait bon vivre pour beaucoup de gens : privilégiés de toute sorte, parasites du régime, etc. Mais pour ceux qui produisent les richesses, ceux du bâtiment, ceux des plantations, ceux des bureaux, ceux des PTT, des docks, des garages, auxiliaires en tous genres, etc., il est plus que temps de prendre des mesures qui empêchent leur pouvoir d'achat de dégringoler encore, de plonger la plupart dans la misère. Il est temps pour les milliers de travailleurs qui ont des emplois irréguliers, ou qui ne travaillent pas du tout, de prendre des mesures qui leur garantissent un revenu.

Depuis un certain temps, la CGTG a lancé certaines actions soit dans les garages, le bâtiment ou sur les docks. Ce regain d'énergie est certainement préférable à l'attitude timorée à laquelle s'en tenait la CGTG auparavant. Mais encore faut-il que tout cela se place dans le cadre d'un plan d'ensemble, et que ce plan d'ensemble soit connu et discuté de tous les travailleurs afin qu'ils sachent comment leurs organisations veulent mener la bataille.

La CGTG s'y résoudra-t-elle ? C'est en tout cas la seule voie. Pour qu'une telle politique soit mise en application cela dépend aussi beaucoup des travailleurs eux-mêmes ? Qu'ils interviennent eux-mêmes dans l'activité syndicale, qu'ils se réunissent pour discuter de leurs problèmes et déterminent des actions à mener. Alors leurs syndicats ne pourront que prendre en considération leur désir de lutter.

ARGENTINE :

Après la victoire des travailleurs, l'armée, ultime recours de la bourgeoisie

LES travailleurs argentins viennent de remporter une importante victoire. Ils ont, par leur grève générale, par leurs occupations d'usines, par leur détermination, obligé le gouvernement d'Isabelle Peron à entériner leurs conventions collectives. Cela se traduit pour la classe ouvrière par des augmentations de salaires qui atteignent jusqu'à 130 % de la valeur de ceux qui existaient jusu'alors. Par ailleurs, les travailleurs ont obtenu, par leur action, le départ de Lopez Rega, conseiller d'Isabelle Peron. Et même si se greffe là-dessus les querelles entre les différents bourgeois, il ne reste pas moins que l'élimination de l'homme fort du régime représente une victoire incontestable de la classe ouvrière. En ce qui concerne les augmentations, il s'agit, à proprement parler, beaucoup plus de revalorisations que de véritables augmentations. Dans ce pays, en effet, la désorganisation économique entraîne une inflation dont le taux annuel dépasse actuellement 100 %. Mais il n'en reste pas moins que même cette revalorisation, cette consolidation de leur niveau de vie, les travailleurs argentins ne l'ont arraché que par-



ce qu'ils ont osé se battre contre la bourgeoisie et son gouvernement. Et leur volonté de lutte était telle qu'elle a poussé la bureaucratie corrompue de la CGT péroniste d'Argentine à se mettre à leur tête. L'importance de la victoire des ouvriers argentins, c'est qu'avec elle s'écroule le mythe du péronisme, cette union sacrée de la bourgeoisie argentine et des bureaucraties syndicales

réformistes visant à dévoyer et à neutraliser toutes les revendications des travailleurs. Les récents événements en Argentine sont le constat de faillite du réformisme bourgeois et bureaucratique. Mais c'est également une situation qui oblige les travailleurs à se préparer à un affrontement ouvert et décisif avec la bourgeoisie. Il ne reste désormais qu'une solution (Suite page 4)

GROS-MORNE, MARTINIQUE :

Protestations des habitants contre le pollueur Simonet

DURANT la deuxième quinzaine du mois de juin, la commune du Gros-Morne s'est trouvée sous les feux de l'actualité. La raison en était qu'après son collègue Courville, Simonet, propriétaire de la distillerie Saint-Etienne, n'avait trouvé d'autre solution de vidange que de rejeter les déchets de la fabrication du rhum (la vinasse) dans la rivière, tuant ainsi tous les poissons. Rapidement, le quartier La Glottin devint insalubre et plusieurs habitants furent pris de malaise, deux d'entre eux

ayant même été atteints de la typhoïde aux dernières nouvelles.

Devant cette situation, ni le maire giscardien Ménil, ni le pollueur, ni bien sûr l'administration qui les protège ne levèrent le petit doigt. Il fallut la création d'un comité de sauvegarde au Gros-Morne, les manifestations des habitants devant le domicile du maire et de l'usinier pour que l'on envoie des soldats nettoyer la rivière et que l'on annonce qu'un procès-verbal serait dressé à Simonet.

Pendant ce temps, la presse de

droite accusait les habitants d'être des perturbateurs, des gauchistes, etc. A bien comprendre les France-Antilles et autres FR 3, les habitants auraient dû se laisser empoisonner plutôt que de protester.

En tout cas cette affaire montre bien le peu de cas que fait l'administration coloniale de la population et que cette administration n'entend qu'un seul langage, celui des manifestations populaires. Les habitants du Gros-Morne l'auront compris.

LE "C.A.R.E." A LA RADIO :

Savoir mieux se servir de ses possibilités

LUNDI 7 juillet, nous avons pu entendre à la radio, dans le cadre de l'émission « Midi Magazine », les responsables du « CARE », revue d'études et de recherches littéraires ou historiques sur les problèmes Antillais. Les membres du « CARE » affirment des opinions anticolonialistes et sont des partisans de l'indépendance de la Guadeloupe.

Evidemment, beaucoup de questions d'auditeurs abordèrent plus souvent les problèmes politiques que littéraires, ce qui aurait pu donner l'occasion aux membres du CARE de pouvoir exprimer directement leurs opinions.

Certes, le speaker du jour, visiblement très gêné, faisait tout pour faire dévier les questions

politiques et parfois même refusait d'en tenir compte. C'est ainsi qu'à une question d'auditeur demandant la différence entre un département et une colonie, il répondit que ce n'était pas là le sujet, et posa rapidement une autre question.

On ne peut que regretter qu'à ce moment-là, les responsables du CARE n'aient pas jugé bon d'intervenir, s'il le fallait en interrompant le speaker pour donner leur point de vue, et, au pire, si l'émission avait été interrompue, ils auraient démontré de fait la véritable nature de la radio aux Antilles.

Bien souvent, au cours du débat, les membres du CARE ont tourné autour du pot, par périphrases, clauses de style et pirouettes intellectuelles, sans

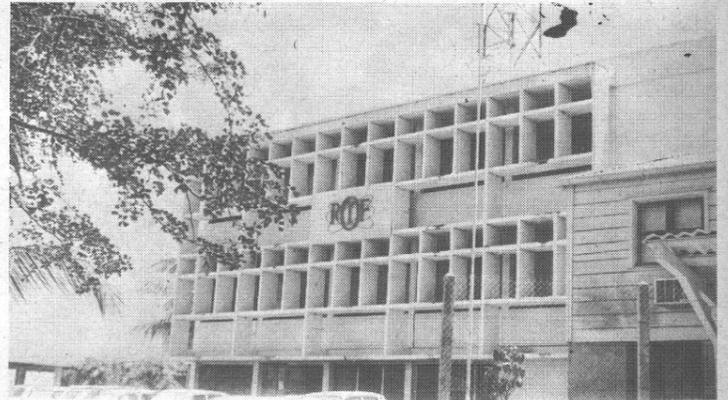
aborder de plein fouet et énergiquement le problème de fond concernant l'étouffement culturel lié à l'oppression coloniale sans parler d'autres aspects primordiaux.

Mais les militants en question ne se plaçant pas sur le terrain des travailleurs on ne pouvait s'attendre à ce qu'ils développent cet aspect.

Mais au moins, sur les deux autres, ils auraient pu se montrer plus offensifs.

Bien sûr, à certains moments, et surtout à la fin de l'émission, certains dénoncèrent le système colonial et parlèrent d'indépendance.

On aurait préféré de la part de militants anticolonialistes, parti-



sans de l'indépendance plus de force, d'énergie dans les propos, une expression plus directe et moins « intellectuelle ».

Il y avait là une belle occasion

(et ce n'est pas donné tous les jours), malgré les manœuvres du speaker. Elle fut un peu manquée.

Georges RASSAMY.

A propos de la journée d'action du 10 juillet 1971 Dissensions au sein de la C.G.T.G.

LE déroulement de la journée d'action organisée par la CGTG permet de voir que tout n'allait pas pour le mieux entre les dirigeants de ce syndicat. On remarqua en effet l'absence du secrétaire général de la CGTG au rassemblement de Pointe-à-Pitre qui, en principe, aurait dû être le plus important de la journée.

Ce fait ajouté à d'autres, notamment l'hésitation de certains dirigeants de la CGT à participer au mouvement de grève, l'hostilité du maire de Pointe-à-Pitre à voir se dérouler une manifestation dans « sa » ville, vient confirmer ce qui n'est guère un secret pour ceux qui se préoccupent des questions concernant la vie de la classe ouvrière et des organisations qui s'en réclament : un conflit, pour l'instant sourd, oppose les tenants de deux manières différentes de voir l'activité et le rôle du syndicat CGTG.

Si cette opposition a pu prendre par moment l'aspect de conflit de personnes, il n'en reste pas moins que ce conflit connaît actuellement des prolongements au sein du PCG. Ce qui est compréhensible étant donné que le PCG a le contrôle de cette centrale syndicale. Les principaux dirigeants de la CGTG sont en effet membres du PCG.

Ce n'est pas par hasard si ceux qui veulent rendre la CGTG plus active, plus dynamique, et tentent de la rendre plus combative, se heurtent à l'hostilité des dirigeants du PCG. Tandis que ceux qui n'ont jusqu'ici brillé que par la passivité qu'ils mettaient à accomplir les tâches du syndicat

sont eux en odeur de sainteté auprès de la direction du PCG.

Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui entre militants cégétistes, en nombre assez important, et la direction du PCG, il faut aussi revenir sur les aléas politiques que le PCG a connus en 1967. A cette époque, en effet, le PCG a connu une importante scission qui a vidé le parti d'un grand nombre de ses militants parmi les plus actifs et les plus liés aux travailleurs. Si bien que cette scission se répercuta au niveau syndical. Ceux qui quittèrent le PCG s'en allèrent ainsi chacun avec une fraction du syndicat, ce qui provoqua sinon l'écroulement de la CGT, du moins un ralentissement très net de ses activités et de ses interventions dans les luttes des travailleurs. Depuis cette époque, la CGT ne joua aucun rôle important dans les grandes luttes qui se déroulèrent alors : grève du Bâtiment en 1971, de la Canne en 1971. Il fallut attendre 1974-1975 pour voir de nouveau apparaître la CGT à la tête des travailleurs en lutte : dans le Bâtiment, les garages, sur les docks, etc.

Si le PCG était capable de vivre sur l'acquis de sa politique dans la classe ouvrière depuis les années 1940, il était par contre incapable après la crise qui le déchira, de remonter le courant sur le plan de son implantation dans les entreprises. Car le départ des cadres et militants de 1967 va accélérer une évolution qui se déroula dans tous les partis qui sont de même nature que le PCG. La social-démocratisation, c'est-à-dire la transformation

du PCG de parti ouvrier stalinien en parti réformiste classique (comme ce qu'étaient les socialistes avant la guerre) va s'accélérer. Aujourd'hui, les préoccupations du PCG sont essentiellement électoralistes. Il s'appuie de moins en moins sur sa présence dans les entreprises et sur les luttes des travailleurs pour gagner leur confiance. Il le fait à la manière de partis électoralistes

puis longtemps et qu'il a en partie gagné en se présentant comme un parti « responsable » et « respectable ». De ce point de vue, il est plus que gênant pour une municipalité comme Pointe-à-Pitre que des grèves comme celles des docks s'y déroulent. Le

Ce que cache

une querelle de personnes

classiques, en s'appuyant avant tout sur ses « réalisations » sociales dans les municipalités : logement, assainissement, aide sociale, etc.

Cela explique en grande partie l'hostilité actuelle des dirigeants du PCG contre l'activité déployée depuis quelque temps par une partie de la direction de la CGT. Ce qui est en cause est un problème de fond et pas seulement la façon de faire de tel ou tel dirigeant de la CGT.

Le PCG voudrait voir la CGT plier ses activités plus fidèlement aux exigences de sa propre politique et notamment de ses nécessités électoralistes. Car si le PCG a besoin des voix des travailleurs, il compte bien les avoir sans qu'il soit nécessaire de déclencher des mouvements de grève qui peuvent mécontenter une partie de l'électorat qu'il vise de-

PCG y voit un risque de mécontenter la petite et moyenne bourgeoisie de Pointe-à-Pitre.

C'est donc par pur calcul électoral, pour ne pas se couper d'une certaine base sociale, petite ou moyenne bourgeoisie, que le PCG entretient une hostilité latente contre ce qui est entrepris par les militants cégétistes les plus actifs.

Cette hostilité ira-t-elle en grandissant jusqu'à un conflit ouvert avec ces militants qui, pour la plupart, constituent les seuls restes de l'implantation du PCG dans les entreprises ? Il est difficile de le dire maintenant. Mais il est certain que le PCG sera bien contraint de faire un choix. Fera-t-il celui de privilégier carrément la recherche d'une base sociale autre qu'ouvrière ?

Dans ce cas, il agira quand même dans une certaine mesure

contre ses propres intérêts. Car ce qui lui permet de jouer un rôle politique important, c'est jusqu'ici l'influence considérable qu'il conservait sur les travailleurs. Coupé des travailleurs il n'aura plus les mêmes atouts à présenter à cette moyenne bourgeoisie qui voit en lui avant tout un modérateur des conflits possibles avec les travailleurs.

Choix difficile, c'est certain,

L'opportunisme de l'U.T.A.

IL va de soi que ceux qui ont le souci des intérêts des travailleurs devaient appeler à participer à la journée d'action du 10 juillet lancée par la principale centrale syndicale en Guadeloupe, la CGT. Les dirigeants de l'UTA ne jugèrent pas les choses ainsi. Faisant passer leurs intérêts de boutique nationaliste avant ceux des travailleurs ils trouvèrent toutes sortes de prétextes pour ne pas y participer. Mais ils firent mieux que cela en publiant un communiqué appelant les travailleurs à ne pas y participer. La réaction, évidemment, donna une large publicité à un tel appel allant contre l'action des travailleurs.

Et l'on vit ainsi des nationalistes ultra-sectaires ayant toujours l'insulte à la bouche vis-à-vis des autres organisations anticolonialistes et révolutionnaires, venir à la rescousse de la réaction pour tenter d'affaiblir l'action engagée le 10 juillet. France-Antilles, journal colonialiste notoire, FR 3, l'organe d'information radio-télévisé du colonialisme ne s'y trompèrent pas et donnèrent une publicité inhabituelle au communiqué de l'UTA signé pour la circonstance UGTG. Il est vain de vouloir discuter les arguments de l'UTA-UGTG. Ils sont du même acabit que tous les arguments opportunistes.

Sous le prétexte que le mouvement serait lancé de France, qu'« une journée d'action ne résoudra aucun problème », etc., les dirigeants de l'UTA et les démissionnaires du GONG, apportèrent leur petite pierre à l'édifice de passivité qui se dresse devant ceux qui veulent agir dans ce pays. En prenant ainsi position, ils se sont solidarisés avec les travailleurs les moins combattifs, les moins conscients. En faisant diffuser leur appel à l'inaction sur deux chaînes de radio et dans un grand journal, ils n'ont pu qu'inciter les travailleurs hésitants à rester passifs. Or les travailleurs n'ont rien à gagner à une telle passivité.

Au fond, cette attitude des dirigeants de l'UTA n'a rien d'étonnant. La logique qui guide ces dirigeants nationalistes n'a que fort peu à voir avec les intérêts des travailleurs. Ils privilégient les intérêts de l'organisation politique dont ils dépendent, font passer la nécessité pour leur groupe de contrer à tout prix ce qui est fait par d'autres organisations avant les intérêts des travailleurs.

Une telle attitude est néfaste aux intérêts des travailleurs.

Une fois de plus se vérifie le dicton : « Grattez un sectaire, et vous découvrirez un opportuniste ».

G.R.

Dans l'île de la Dominique :

Chômage, misère, sous-développement, répression

LA Dominique est située entre la Martinique et la Guadeloupe. Petite île d'environ 750 km², elle compte une population d'environ 70.000 habitants, de même origine que les Martiniquais et les Guadeloupéens, c'est-à-dire, descendant des anciens esclaves africains.

La Dominique possède depuis quelques années son propre gouvernement après avoir été pendant un siècle colonie de la France, puis celle de l'Angleterre pendant plus d'un siècle. La langue officielle y est l'anglais. Mais la majeure partie de la population parle le créole.

La fin de la dépendance directe de l'Angleterre n'a pas mis fin à la misère et au sous-développement économique qui y avait été entretenu par le colonialisme anglais.

Le gouvernement dirigé par

P.R. Jhon n'est pas à même de prendre des mesures sérieuses permettant au moins à la population de sortir de l'état de profonde pauvreté dans lequel elle se trouve.

La petite-bourgeoisie locale dirige, mais est incapable de la moindre entreprise hardie sur le plan social et économique.

L'île vit sur les restes de l'économie coloniale que lui a légués l'Angleterre, et est plus ou moins sous la coupe de deux ou trois sociétés américaines et canadiennes.

C'est contre cette situation économique et sociale catastrophique (un travailleur agricole touche autour de 5 à 15 F par jour), que des jeunes se réclament du Black Power ou de mouvements mystiques se révoltent.

Le mouvement auquel appartenait Desmond Trotter semble

être de cette dernière veine.

Mais en dépit de ces apparences, ces mouvements traduisent la profonde révolte de la jeunesse et des travailleurs dominicains crouissant dans la pauvreté, sans perspective.

Que cette révolte ait pu prendre la forme d'attentats contre les touristes canadiens ou américains qui visitent l'île n'a rien d'étonnant. A un certain niveau d'exaspération, de misère, en l'absence d'un parti traçant des perspectives claires et se battant réellement pour que la situation change, ces actes de désespoir des jeunes sont inévitables.

Il faut dire, en passant, que ce n'est pas propre à la Dominique et il n'y aurait rien d'étonnant non plus à voir de tels actes se dérouler en Martinique ou en Guadeloupe.

Il est donc important que tous

les travailleurs, tous les partis de gauche, les syndicats, protestent énergiquement contre toute condamnation prononcée contre Desmond. La menace de mort plane

sur Desmond Trotter. Il faut sauver ce militant. Plus la protestation sera large plus nous aurons de chance d'alerter l'opinion publique nationale et internationale.

Desmond Trotter doit vivre !

Desmond Trotter, militant dominicain, est menacé de mort. Desmond Trotter est accusé d'être l'auteur de l'assassinat de touristes canadiens. Aucune preuve n'est avancée pour étayer cette accusation et, lors du procès, la justice refusa d'entendre les témoins de la défense. C'est donc après un simulacre de procès que Desmond Trotter a été condamné à mort.

Il faisait partie d'un groupe révolutionnaire opposé au gouvernement de la Dominique, « Dreads ». Les membres de ce groupe ont été ces derniers temps sans cesse pourchassés

par la police dominicaine qui a l'autorisation de les arrêter et même de les abattre à vue.

Ainsi toute personne portant des petites nattes en guise de coiffure, peut être soupçonnée d'appartenir à « Dreads » et être arrêtée.

Aujourd'hui, Desmond Trotter est en prison et a été condamné à mort par le tribunal de première instance et en appel. Mais il doit passer encore devant une autre juridiction. Il est encore temps que la protestation la plus large se fasse entendre pour permettre ainsi de sauver Desmond Trotter.

975

La logique de Stirn, Ministre des colonies

LORS de son passage en Réunion au début du mois de juillet, après avoir essuyé un accueil plutôt frais des travailleurs réunionnais en grève, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM Stirn tenta de démontrer qu'il y a contradiction à vouloir se libérer de la domination coloniale et à réclamer dans le même temps l'application intégrale de toutes les lois sociales en vigueur en France.

Autrefois, Messmer, qui fut lui aussi ministre des colonies, lâcha avec quelque mépris que c'était là un raisonnement cartésien, signifiant par là même à toutes les marionnettes qui l'écoutaient au Conseil général de la Guadeloupe qu'ils étaient des gens incapables de penser.

Les travailleurs n'ont évidem-

ment pas à entrer dans ce genre de logique. Lorsqu'ils réclament l'application des lois sociales en vigueur en France, il n'y a aucune raison pour que cela autorise le colonialisme à maintenir sa domination sur les DOM et TOM. En fait, c'est bien plus que des avantages sociaux que les travailleurs devront arracher.

Car, une grande partie de la fortune des capitalistes, et des richesses accumulées dans les pays développés proviennent du pillage des pays pauvres actuellement dominés.

Monsieur Stirn, ce ne sont pas seulement quelques allocations que les travailleurs visent, mais l'expropriation des capitalistes dont vous êtes l'un des serviteurs.

Max RODON.

Trois-Ilets, Martinique : Encore des expulsions

L'ADMINISTRATION va-t-elle, avec la bénédiction du maire, Rivetti, transformer les Trois-Ilets en une « commune pour touristes » ? Au bourg et dans les quartiers, on n'entend parler, en effet, que d'expropriation et d'expulsion, de rénovation, d'aménagement, etc. La Pointe du Bout, l'Anse Mitan, l'Anse à l'Ane, le terrain de l'Espérance ont été déjà conquis sur leurs habitants par les requins de l'immobilier dirigés par la trop fameuse SODEM. Déjà les maisons prennent d'assaut le morne La Plaine, à commencer par celle de Rivetti.

Et cela ne suffit pas. Voilà que les habitants de la Pointe Bois

d'Inde sont menacés à leur tour d'expulsion par la SODEM, toujours dans le même but : aménagement touristique.

Les pêcheurs qui utilisaient les côtes de la Pointe Bois d'Inde pour faire provision de bois pour la confection de leurs casiers, et pouvaient abriter leurs canots vont se retrouver lésés. Pratiquement toute les côtes de la commune leur seront ainsi, sinon interdites, du moins difficilement accessibles.

Mais de tout cela, Rivetti n'en a cure. Ce monsieur préfère le voisinage des puissants et riches à celui des marins-pêcheurs et des petits paysans de la commune.

Iles Comores

L'accession à l'indépendance

L'ARCHIPEL des Comores vient de devenir indépendant. En fait cette indépendance était depuis longtemps prévue par des négociations avec le gouvernement français. Un référendum avait été organisé en accord avec ce dernier qui avait donné une majorité aux Oui à l'indépendance. Mais l'une des îles de l'archipel, Mayotte, avait donné la majorité aux Non.

Le gouvernement avait affirmé à l'époque qu'il était partisan d'une indépendance globale pour l'ensemble de l'archipel. Du moins c'est Giscard qui l'affirmait. Mais lorsque le problème se trouva posé devant la Chambre des députés, ceux-ci ne suivirent pas la position de Giscard, et sa propre majorité animée par les plus réactionnaires d'entre eux, les Messmer et autres, refusèrent d'accorder, purement et simplement, l'indépendance à l'archipel. Ils prétendirent aussi vouloir dicter aux Comores leur constitution. C'était tellement grossier que le chef du gouvernement comorien se vit obligé de proclamer unilatéralement l'indépendance.

Il reste que Mayotte n'a pas accepté cette situation et continue de se proclamer française. Le

gouvernement colonialiste qui a créé cette situation en utilisant les Mahorais contre les autres Comoriens, est trop heureux d'intervenir en tant qu'arbitre de la situation.

Cela lui permet tout en accordant l'indépendance d'avoir un moyen de contrôler en partie la politique du nouvel Etat et de faire pression sur lui en fonction de ses propres besoins économiques ou militaires.

Mais les nationalistes qui sont à la tête du nouvel Etat, eux, sont incapables de faire tomber la méfiance des Mahorais. Ils les laissent enfermés dans ce choix : ou être victime de la vengeance du reste de l'archipel, ou rester sous la coupe du colonialisme. C'est bien là l'impasse que constitue le nationalisme. Car un parti ouvrier placé à la tête de l'Etat aurait proposé aux Mahorais un autre choix. Il aurait montré l'exemple de la nouvelle situation créée, des mesures prises par les travailleurs contre les classes possédantes. Il aurait montré qu'on pouvait parfaitement vivre sans la présence des colonialistes et sans les capitalistes locaux. Le choix ne serait plus entre le colonialisme et un gouvernement de

riches notables des Comores. Les Mahorais comme les habitants des autres îles auraient eu la possibilité de se gouverner eux-mêmes et il est certain que de-

vant ces possibilités, ils n'auraient pas hésité longtemps à choisir.

Pierre-Jean CHRISTOPHE.



Claude ROCHA.

Angola



A quatre mois de la proclamation officielle de l'indépendance, l'ex-colonie portugaise qu'est l'Angola est à nouveau le théâtre de violents

combats entre deux des organisations nationalistes représentées au gouvernement de transition mis en place peu après que le Portugal ait été contraint de se

LES ORGANISATIONS NATIONALISTES S'ENTRE-DÉCHIRENT

séparer de l'Angola.

Que des fusillades éclatent à Luanda, capitale de l'Angola, il n'y a pas à s'en étonner. Il n'y a en effet pas d'entente pacifique possible entre les organisations nationalistes membres de la coalition gouvernementale. Trois semaines à peine viennent de s'écouler depuis la signature d'un accord de cessez-le-feu entre les adversaires qui, aujourd'hui, s'affrontent dans la rue. Pourtant, ces accords avaient prévu bien des choses sur le papier, notamment l'intégration des forces militaires des différentes organisations dans un appareil unique. Mais le diffé-

rend ne pouvait pas être résorbé administrativement à la suite de la signature d'un papier. Les deux principales organisations impliquées, le MPLA et le FLNA, existent comme appareils indépendants depuis bien plus d'une décennie. Certes, elles se placent dans la même perspective : celle d'un avenir bourgeois pour l'Angola. Mais justement, dans cette perspective, il n'y a pas de démocratie possible pour ce pays, trop pauvre et où existent de grandes inégalités sociales. Si politiquement, et en particulier dans les rapports avec l'impérialisme, le régime futur de l'Angola peut être

quelque peu différent suivant que c'est le MPLA dit « progressiste » ou le FLNA pro-américain qui l'emporte, de toute façon ce sera une dictature. Et une dictature implique qu'une des deux organisations l'emporte sur l'autre.

En réalité, l'élimination de l'une ou de l'autre des organisations est inévitable. C'est bien pourquoi on peut être inquiet pour l'avenir de ce pays déjà meurtri par une longue guerre coloniale et aujourd'hui par le jeu des différentes organisations derrière lesquelles se profile l'ombre de l'impérialisme.



D'APRES l'Office départemental des HLM des Bouches-du-Rhône, dix mille locataires sur vingt-quatre mille auraient actuellement des retards de paiements contre cinq mille il y a un an. Dans le même temps, d'après le syndicat CGT de l'EDF, « les agents chargés d'opérer les coupures de courant constatent qu'en plus des économiquement faibles — auxquels se

limitaient jusque-là l'essentiel de leurs interventions — se sont ajoutés depuis peu les chômeurs partiels ou totaux ». Ainsi, des dizaines de milliers de familles en France n'ont plus les moyens de payer l'indispensable, leur loyer, leurs notes d'électricité et de gaz. Et cela bien sûr, dans les quartiers ouvriers.

C'est pourtant la moindre des choses que de se loger et de disposer de l'électricité à une époque où la richesse s'étale partout. Eh bien avec la crise qui se développe, des dizaines de milliers de travailleurs sont déjà privés de l'indispensable. La crise, c'est cela, non pas telle qu'elle apparaît dans le monde de la finance, mais telle qu'elle est pour les ouvriers. Et demain, combien seront ceux qui n'auront plus de quoi payer le strict nécessaire ?

Un préfet de la région parisienne propose pour son département qu'une commission sociale étudie les dossiers des familles en difficulté. Comme si cela pouvait aboutir à quelque chose ! Les fonds d'aide prévus par l'Etat suffiraient peut-être pour quelques milliers, mais pas si la crise continue à s'élargir !

Il ne faut donc pas attendre la charité des dirigeants. Eux se moquent bien de ce que les travailleurs payent la crise de leur chair parce qu'ils ne possèdent pas de millions. Ce sont donc les travailleurs eux-mêmes qui pourront apporter la solution : faire en sorte qu'ils ne payent plus, qu'ils ne payent pas cette crise, faire en sorte de prélever sur le superflu des riches, afin qu'au moins, nul ne manque du minimum vital.

Quand on n'arrive même plus à payer son loyer

LES MAUVAISES CONDITIONS DE LOGEMENT

RESPONSABLES DE VIOLENCES ENTRE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

DEUX morts et trente blessés parmi les travailleurs étrangers en France. Tel est le bilan de violentes bagarres entre travailleurs nord-africains et maliens dans un foyer de Villejuif pendant le week-end du 14 juillet.

Les quatre cents Maliens ont été évacués dans un centre de la police à Vincennes. On ne sait pas si les autorités auront le mérite de s'en prendre aux travailleurs maliens ou nord-africains ayant vécu ces événements, mais ce serait le bouquet. En ef-

fet, il est évident que les responsables de telles violences sont les mauvaises conditions de logement imposées aux travailleurs étrangers en France, le plus souvent parqués comme du bétail à plus d'une dizaine dans une même pièce. Dans les foyers pour travailleurs immigrés, rien n'est prévu pour leur permettre de se reposer réellement. Et les conditions d'insalubrité qui y existent ne sauraient même être imposées à du bétail.

Dans de telles conditions de logement, à la limite du supporta-

ble, les esprits sont perpétuellement à vif et le moindre incident — ici, un verre d'eau lancé par un travailleur nord-africain au visage d'un Malien — fait éclater la violence.

Il est facile à un bourgeois installé confortablement dans un appartement de plusieurs pièces de commenter les bagarres de Villejuif. Mais, compte tenu des conditions scandaleuses de logement des travailleurs immigrés en France, il est étonnant que de tels événements ne se produisent pas plus souvent.

“Carlos” vient à point pour servir les desseins de Ponia

DEPUIS quelques semaines, la radio et la presse nous racontent, comme un véritable feuilleton, les aventures d'un certain « Carlos », qui ferait, paraît-il, partie d'un réseau terroriste international. Comme une hydre à mille têtes, « Carlos » est à la fois partout et nulle part ; aujourd'hui, on le voit à Londres, hier il était à Genève, le lendemain sa concierge l'a formellement reconnu à Paris, malgré sa fausse barbe (pas la concierge, Carlos...). Et jusqu'à présent, malgré la mobilisation de toutes les polices occidentales, malgré la publication de sa photo dans tous les journaux français, ledit Carlos n'a pas encore été retrouvé.

Mais comme il faut bien mon-

trer au public que « notre » police est bien faite, que « nous sommes protégés », alors on nous jette chaque jour en pâture de nouvelles découvertes sensationnelles : « Carlos » est lié aux Palestiniens, il est en relation avec la bande à Baader, il a des liaisons suivies avec l'armée rouge japonaise, enfin, plus récemment, il serait en rapport direct avec Cuba et Moscou, ce qui expliquerait (sic) la hargne de l'agence Tass contre l'incorruptible Ponia... Dans le même temps, on interroge dans au moins quatre capitales à la fois « la maîtresse » de Carlos (c'est fou ce qu'il a comme maîtresses ; au moins, si on arrive pas à l'attraper, il risque de se retrouver à la fin de toute cette histoire avec de sa-

crés problèmes matrimoniaux) !

Mais pourquoi cet acharnement de la police française contre cet homme ? Eh bien, il faut dire qu'on ne lui pardonne pas d'avoir « refroidi » d'un seul coup un indicateur, deux inspecteurs de la DST (contre-espionnage) et blessé gravement un commissaire de police. Cela nous a valu de la part de Poniowski une éloge des agents de la DST : « Soldats de la nuit, anonymes et inconus ». Mais c'est surtout, pour les Ponia et autres, un excellent prétexte pour faire passer plus facilement des mesures répressives à l'égard des militants ou organisations révolutionnaires, puisque naturellement, « Carlos » nous est présenté comme un « gauchiste ».

SIDOINE.

(Suite de la page 1)

ARGENTINE :

Après la victoire des travailleurs

à la bourgeoisie argentine : celle de l'armée et de la dictature militaire. Et l'avenir de la classe ouvrière et de toute la société argentine dépendra finalement de la capacité des militants ouvriers les plus conscients à préparer leur classe politiquement et matériellement à l'affrontement afin d'empêcher que demain un quelconque Pinochet argentin saigne la classe ouvrière et brise ses organisations.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Marie-Eugène ZOZOR
Adresser toute correspondance à :
ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)
FRANCE :
Combat Ouvrier
BP 80
93300 AUBERVILLIERS

Impression
Graphie-Press
Epinay-sur-Seine
Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS
FRANCE :
— ordinaires 1 an : 12 F.
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ETRANGER : écrire au journal.
Tous versements de fonds, abonnements et soutiens doivent être faits à :
Jocelyn BIBRAC
CCP 32 566-71 La Source